

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

**M. Jake Epp (Provencher):** Monsieur l'Orateur, je suis en faveur de l'amendement au bill C-7. J'ai assisté à diverses réunions de comité avec le député de Welland (M. Railton), et je trouve toujours sa rhétorique intéressante, mais je pense qu'aujourd'hui il a atteint de nouveaux sommets. Il a dit beaucoup de choses, mais il aurait de la difficulté à les prouver. Je suis certain qu'à l'époque où il pratiquait il aurait été beaucoup plus capable d'appuyer ses diagnostics que ce qu'il a dit ce soir.

Ce soir, le député de Welland a rêvassé à la façon de son chef intrépide. Les députés se souviendront qu'une certaine veille du Jour de l'An...

**M. Harquail:** N'aimeriez-vous pas avoir un chef?

**M. Epp:** J'ai un chef, et vous êtes à la veille de décoller, mon ami. Ce soir-là, le premier ministre (M. Trudeau) avait rêvassé comme l'a fait le député de Welland ce soir. Il avait dit qu'il croyait que l'économie de marché ne fonctionnait pas vraiment très bien. Une fois qu'on a établi cela, le pas suivant est évident. Si l'économie de marché ne fonctionne pas bien, on intervient et on nationalise.

Le député ne sait pas pourquoi on parle tellement de nationalisation, et je vais le lui dire. Le gouvernement demandait initialement dans ce bill l'autorisation d'emprunter 17 milliards de dollars. A cause de l'opposition à le laisser emprunter 10 milliards pour l'année financière qui vient, le gouvernement a dû reculer. Un amendement a été présenté visant à retirer cette demande d'autorisation d'emprunter 10 milliards du bill C-7.

Le gouvernement décide maintenant d'aller de l'avant et fait d'autres emprunts. Pourquoi? Il veut acheter une compagnie au coût de 1.4 milliard de dollars. Le gouvernement a permis à une autre société de la Couronne d'acheter un transporteur rentable de l'entreprise privée, Nordair, en dépit des objections de presque toutes les provinces desservies par Nordair. Je vois que le ministre des Transports (M. Lang) est à la Chambre ce soir. Les provinces en question se demandent, si le gouvernement peut acheter Nordair, ce qu'il va faire ensuite et s'il y aura des transporteurs régionaux. Je crois qu'il y a un certain nombre de députés en face qui sont tout à fait convaincus, même si l'idée n'est pas très populaire à ce moment-ci, que l'économie de marché ne fonctionne pas et qu'il leur incombe donc d'y suppléer.

**M. Martin:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je suis certain que le député de Provencher (M. Epp) veut être certain des faits. Le fait est que notre demande d'autorisation d'emprunter n'a rien à voir avec le potentiel dont dispose Petro-Canada pour acquérir telle ou telle société. La proposition actuelle de Petro-Canada...

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre, je vous prie. La parole est au député de Provencher (M. Epp).

● (2142)

**M. Epp:** Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que le gouvernement veut intervenir et il flirte avec le peuple canadien en lui promettant un rôle accru. Voilà le sens du message du 1<sup>er</sup> août quand le premier ministre (M. Trudeau) a dit qu'il permettrait à l'entreprise privée de faire davantage et n'interviendrait pas.

[M. Railton.]

Mais en fait, il déroge ainsi de son objectif et de son plan. Instinctivement et par formation, il a toujours été interventionniste, voulant contrôler à la fois l'existence des Canadiens et l'économie. Une grande majorité de Canadiens sont maintenant convaincus qu'à la moindre occasion, le premier ministre interviendra davantage dans l'économie s'il était certain de ne pas perdre de votes.

Il suffit de considérer ce qu'il a fait depuis dix ans et les projets qu'il entretient à cet égard. Songeons, par exemple, à Nordair et à Petro-Canada. Mais chaque fois que quelqu'un critique cette intervention, les députés d'en face se drapent de nationalisme et considèrent que toute critique du gouvernement libéral et du premier ministre est une attaque contre le Canada. Mais ce soir, nous ne critiquons pas le Canada; nous dénonçons la gestion du gouvernement actuel et le malaise économique qu'il a apporté à notre pays.

Mais les ministériels ont beau jouer les vierges offensées, le public canadien a fini par y voir clair. Ils sont aux prises avec une crise de confiance d'abord de la part du peuple canadien et ensuite de l'étranger qui ne croient plus ce que le gouvernement dit. Revenons aux contrôles des prix et des salaires. Les avez-vous appuyés lors de la campagne de 1974?

**M. Béchard:** Non.

**M. Epp:** Évidemment. Au bout de six mois, le 14 octobre, les avez-vous appuyés? Bien sûr, car le gouvernement a changé son fusil d'épaule, et ce fut le début de la crise de confiance.

Même si le premier ministre s'est engagé à favoriser la libre entreprise, ce qu'il a accompli depuis deux semaines prouve que tout cela n'est que du verbiage et qu'il penche plutôt vers l'intervention. A la moindre occasion, il continuera de le faire. Personne de l'autre côté de la Chambre ne peut réfuter ce que j'ai dit et défendre le premier ministre. Personne de l'autre côté ne peut nier que l'objectif premier du premier ministre est de faire en sorte que l'entreprise privée réponde avant tout à son but personnel qui est de contrôler toute l'économie canadienne.

A cause de cela, le potentiel du Canada s'est effrité. Le Canada pourrait être un pays fort, mais le genre d'initiatives que le gouvernement prend dans le domaine économique l'en empêche. Il suffit de lire ce que tout le monde dit à propos de l'économie. Qu'est-ce que le ministre des Finances (M. Chrétien) peut faire jeudi soir? Il est impuissant. Pourquoi? A cause du premier ministre et parce que les nombreux anciens ministres des Finances qui se sont trouvés un poste bien rémunéré à Toronto ou ailleurs n'ont fait qu'augmenter la dette nationale.

Le député de Welland a raison d'affirmer que la dette nationale peut servir, par exemple, de placement pour l'avenir. Je suis d'accord avec lui. On peut aussi créer une dette nationale en temps de crise. J'en conviens, mais je ne pense pas qu'on puisse comparer la crise actuelle à une guerre ou à une dépression. Le fait est que les dettes que nous contractons maintenant ne sont pas des investissements à long terme. Il s'agit essentiellement de dettes pour payer les dépenses régulières du gouvernement, c'est-à-dire ses dépenses quotidiennes.